

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCRAM BANQUE
Société de Crédit des sociétés d'Assurance à Caractère Mutuel

Société anonyme au capital de 70 000 000 d'Euros
Siège social : 2, rue du 24 Février 79092 Niort Cedex 9
682 014 865 RCS Niort

A. — Comptes Sociaux 2024.

I. — Bilan.
(En Euros.)

Actif	2024	2023
Caisse, banque centrale, CCP	99 097 497,97	140 609 879,40
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	13 507 852,69	15 040 155,46
Opérations avec la clientèle	866 271 725,66	1 357 970 567,04
Obligations et autres titres à revenu fixe	58 800 000,00	
Actions et autres titres à revenu variable	600,00	300,00
Participations et autres titres détenus à long terme	11 624 514,76	11 353 033,94
Parts dans les entreprises liées		
Crédit bail et location avec option d'achat	184 118,81	13 826,60
Location simple		
Immobilisations incorporelles	2 243 623,14	1 707 049,10
Immobilisations corporelles	3 561,44	
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	10 938 006,69	6 876 603,17
Comptes de régularisation	28 860 848,67	12 378 907,10
Total de l'Actif	1 091 532 349,83	1 545 950 321,81

Passif	2024	2023
Banque centrale, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	32 052 218,56	63 174 296,45
Opérations avec la clientèle	636 031 384,78	838 157 072,90
Dettes représentées par un titre	114 498 008,00	341 962 945,19
Autres passifs	27 484 022,27	10 067 625,48
Comptes de régularisation	9 978 098,76	9 483 147,97
Provisions pour risques et charges	622 095,00	1 118 175,00
Dettes subordonnées	42 654 869,76	47 247 567,20
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		2 700 000,00
Capitaux propres hors FRBG	228 211 652,70	232 039 491,62
Capital souscrit	70 000 000,00	70 000 000,00
Primes d'émission	16 316 229,57	16 316 229,57
Réserves	138 000 000,00	138 000 000,00
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	6 148 262,05	5 877 191,52
Résultat de l'exercice +/-	-2 252 838,92	1 846 070,53
Total du Passif	1 091 532 349,83	1 545 950 321,81

Hors-bilan	2024	2023
Engagements donnés	19 124 237,46	31 396 231,39
Engagements donnés de l'activité bancaire	5 976 926,53	13 551 183,34
Engagements de financement	13 147 310,93	17 845 048,05
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements donnés de l'activité d'assurance		
Engagements reçus	150 000 000,00	150 000 000,00
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	150 000 000,00	150 000 000,00
Engagements sur titres		
Engagements reçus de l'activité d'assurance		

(*) Les informations concernant les instruments financiers à terme sont présentés dans le point 7.1 de l'annexe aux comptes.

II. — Compte de résultat.

	Postes (En Euros)	2024	2023
	Intérêts et produits assimilés	88 842 009,74	75 226 164,72
	Intérêts et charges assimilées	-58 142 881,90	-43 535 287,17
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	24 469,27	3 576,27
	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-20 203,92	-4 251,04
+	Produits sur opérations de location simple		
	Charges sur opérations de location simple		
+	Revenus des titres à revenu variable	31 088,23	30 516,04
+	Commissions (produits)	6 100 428,13	8 992 623,30
	Commissions (charges)	-913 669,10	-1 055 944,27
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+	Autres produits d'exploitation bancaire	2 588 356,17	2 491 747,03
	Autres charges d'exploitation bancaire		
	Produit net bancaire	38 509 596,62	42 149 144,88
	Charges générales d'exploitation	-38 176 530,85	-37 297 971,89
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-236 633,96	-111 513,67
	Résultat brut d'exploitation	96 431,81	4 739 659,32
+/-	Coût du risque	-4 895 090,09	-3 121 479,32
	Résultat d'exploitation	-4 798 658,28	1 618 180,00
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
	Résultat courant avant impôt	-4 798 658,28	1 618 180,00
+/-	Résultat exceptionnel	-154 180,64	-72 109,47
	Impôt sur les bénéfices		
+/-	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	2 700 000,00	300 000,00
	Résultat net	-2 252 838,92	1 846 070,53

III. — Annexe aux comptes sociaux.

I. – Faits marquants de l'exercice.

L'année 2024 reste marquée par un contexte économique et politique perturbé. Ces turbulences, incertitudes et situation de polycrises ont encore une fois mis à l'épreuve la résilience de Socram Banque qui a gardé son cap et avancé vers ses objectifs.

En 2024, les ménages français ont préféré reporter leurs recours au crédit à la consommation au profit de l'épargne. Pour autant, Socram Banque a continué à œuvrer activement, qu'il s'agisse d'améliorer, de compléter ses offres de produits, de mettre en marché la LOA ou encore de diversifier ses activités avec la signature de nouveaux partenariats. Qu'il s'agisse de sécuriser ses parcours de souscription avec de l'open banking notamment, ou de renforcer ses dispositifs de lutte contre la fraude, sujet d'importance pour la place en 2024.

L'année écoulée aura également été riche et constructive sur le plan social avec la modernisation des accords pour les rendre plus lisibles, attractifs et fidélisants.

Enfin, face aux enjeux écologiques et à l'urgence climatique, Socram Banque a intensifié ses efforts pour réduire son empreinte carbone. A ce titre, Socram Banque a initié des travaux qui visent à respecter les normes et obligations de la CSRD.

Par ailleurs, un projet d'implantation de panneaux solaires a été réalisé sur la période, lui permettant de réduire son empreinte carbone et d'atteindre son autosuffisance en termes de consommation électrique.

L'année 2024 s'est inscrite dans la continuité des travaux du plan stratégique dans lequel les réalisations ont porté sur la mise en place d'une gouvernance data, d'une définition des premiers cas d'usage de la donnée, d'une concession digitale permettant d'offrir des véhicules aux sociétaires, d'une sécurisation des outils de souscription via internet pour les nouveaux partenaires.

En parallèle, Socram banque a amorcé des travaux d'élaboration du futur schéma directeur du Système d'Information en lien avec le périmètre d'activité de l'entreprise qui se concentra en 2026 sur la gestion uniquement de l'épargne bancaire.

Par ces évolutions, Socram Banque conforte sa diversification dans le financement des projets des clients et, au final, une sensibilité un peu moindre au secteur de l'automobile.

Ainsi, ses clients et partenaires sont particulièrement satisfaits de leur relation avec une perception de la qualité de ses services >90 % sur le crédit.

Une opération de refinancement structurée sur la base d'une nouvelle structure d'opération de titrisation a été réalisée au cours de l'exercice pour 440 M€. Des travaux ont également été initiés sur le renouvellement du protocole de soutien des actionnaires.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

2.1. Règles générales. — Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions de la réglementation comptable applicable aux établissements de crédit. La présentation des comptes annuels est effectuée sous la forme publiable préconisée par les Règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 et n° 2020-10 (publié le 22 décembre 2020) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

2.2. Principes comptables.

2.2.1. Principes d'évaluation et de présentation des opérations avec la clientèle. — En application du règlement ANC 2014-07, les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. L'étalement est calculé par dossier, proportionnellement aux intérêts restant à percevoir, rapportés au total des intérêts du prêt sur sa durée de vie.

Pour les opérations de crédit-bail octroyées aux clients, les biens donnés en location sont amortis sur 60 mois.

Les engagements par signature constituant le hors bilan comprennent les engagements irrévocables de financement n'ayant pas encore donné lieu à mise à disposition des fonds ainsi que les découverts autorisés pour l'activité de comptes à vue.

— **Créances douteuses :** Les créances sur la clientèle, qui comprennent les crédits à la clientèle et les comptes ordinaires débiteurs, sont classées en créances douteuses dès lors qu'elles présentent un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total, font l'objet d'une procédure contentieuse et, en tout état de cause, lorsqu'une ou plusieurs échéances de plus de trois mois demeurent impayées. Socram Banque a adapté sa politique de déclassement en 2021 pour se conformer à la nouvelle réglementation européenne sur le nouveau défaut applicable depuis le 1^{er} janvier 2021.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours du débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées, en l'absence de déchéance du terme, en encours sains lorsque le paiement des échéances contractuelles d'origine a repris depuis 12 mois.

Lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, les créances douteuses concernées sont identifiées comme en cours douteux compromis. Ce classement intervient nécessairement à la déchéance du terme, et en tout état de cause un an après le passage en encours douteux.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en autres produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées lors de leur encaissement.

— **Dépréciation des créances douteuses** : Les créances douteuses font l'objet de dépréciations enregistrées en diminution de l'actif, destinées à couvrir la perte probable qui en résultera. Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, ces dépréciations correspondent, en valeur actualisée, à l'ensemble des pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà en caissés, et les flux prévisionnels. Leur estimation fait l'objet d'une approche statistique pour les catégories d'encours visées.

Une approche statistique différenciée est retenue dès lors que des segments de l'encours douteux présentent des caractéristiques de récupération non similaires.

Pour la généralité des créances douteuses, les flux prévisionnels et leur étalement dans le temps sont déterminés sur la base d'une estimation du taux de passage en déchéance du terme des créances et d'une loi statistique de recouvrement après prononciation de la déchéance du terme. Ces flux sont actualisés au taux de rendement moyen des prêts sur 24 mois glissants.

Pour les créances restructurées dans le cadre de la législation afférente au surendettement, des lois statistiques spécifiques de récupération après passage en douteux sont appliquées.

Par exception, les encours dont les caractéristiques conduisent à écarter une approche statistique font l'objet d'une estimation individuelle des pertes latentes. Les flux prévisionnels ne sont alors actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative.

Les dotations liées aux dépréciations des créances douteuses pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque.

Les reprises de dépréciation liées à l'impact du temps sur l'actualisation sont inscrites en diminution du coût du risque.

Les intérêts et frais facturés comptabilisés sur les créances douteuses sont intégralement provisionnés.

— **Obligation de consolidation et traitement des opérations de Titrisation** : Socram Banque a mis en place en 2009, une première opération de titrisation non déconsolidante, pour des montants significatifs, en créant le compartiment Titrisocram 2009-01. Ce compartiment a été dissout en juin 2011.

Par conséquent, Socram Banque publie depuis cette date des comptes consolidés.

La dernière opération de titrisation publique en date, a été réalisée en avril 2024 pour un montant global de 486,8 M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 440 M€ sur les marchés, les obligations subordonnées ont été conservées. Cette opération est rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement sera effectué en avril 2025.

Les créances cédées lors d'opérations de titrisation publique cessent de figurer au bilan de l'établissement.

Les obligations et parts résiduelles émises par le Fonds Commun de Titrisation, et rachetées par la société sont enregistrées à leur prix d'acquisition en « Titres de placement ».

Les intérêts de ces parts sont comptabilisés prorata temporis.

En préalable à cette opération de titrisation publique, une opération de refinancement de « titrisation privée » construite au moyen de la remise en pleine propriété de prêts automobiles via un Fonds Commun de Titrisation pour un montant de 69 M€ a été réalisée en décembre 2023. L'opération est structurée autour de la mise en place d'un emprunt collatéralisé par ces créances au sens de l'article L211-38 du Code monétaire et financier. Cette opération a été intégralement remboursée en 2024.

2.2.2. Portefeuille de titres. — Sont considérés comme titres, à revenus fixe ou variable les titres du marché interbancaire, les bons du trésor et autres titres de créances négociables émis en France ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, valeurs mobilières émises en France ou à l'étranger, d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable sur le marché. Ils sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement et titres de participation, parts dans les entreprises liées ou autres titres détenus à long terme selon les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession et la nature des gains obtenus.

A la clôture de l'exercice, le portefeuille de titres de la société comprend des titres de placement, des titres de transaction ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées. Socram Banque ne réalise pas d'activité spécialisée de gestion de portefeuille et de portefeuille de transaction.

— **Titres de placement** : Ces titres ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction ni parmi les titres d'investissement. Les titres de placement acquis à titre onéreux sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Ceux acquis à titre gratuit, par voie d'échange ou reçus à titre d'apport en nature sont comptabilisés à leur valeur vénale. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

Ils comprennent les titres suivants :

- Obligations mezzanines et subordonnées émises par le Fonds Commun de Titrisation et souscrites par Socram Banque,
- SICAV souscrites afin de constituer le coussin de liquidité en lien avec le ratio de liquidité court terme (LCR).

A la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

— **Titres de transaction** : Cette catégorie comprend le cas échéant principalement des Sicav de trésorerie. Ils sont évalués sur la base du dernier cours connu à la clôture de l'exercice. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

— **Titres d'investissement** : La société ne détient pas de titres d'investissement.

— **Titres de participations et parts dans les entreprises liées** : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. Les revenus attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice les titres de participation et parts dans les entreprises liées concernent trois SCI propriétaires des immeubles d'exploitation, ainsi qu'une EURL qui gère les investissements. Ils sont évalués à leur valeur d'utilité estimée par référence à différents critères tels que capitaux propres, actif net comptable réévalué, éléments prévisionnels. Socram Banque détient également la SARL VIA Finances acquise pour 7,5 K€. VIA Finances, non consolidée, est également une société de service auxiliaire dédiée aux nouveaux produits et outils de développement et n'a pas eu d'activité commerciale en 2024.

Conformément aux règles et normes de la profession, la valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés ».

2.2.3. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont évaluées conformément à la réglementation sur les actifs.

Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les composants d'une immobilisation pour lesquels des durées d'utilisations différentes sont constatées, sont immobilisés de façon distincte.

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation attendues. Lorsque l'octroi d'un avantage fiscal est subordonné à sa comptabilisation sous la forme d'un « amortissement » ne correspondant pas à une dépréciation, l'amortissement dérogatoire qui en résulte est porté au passif sous le poste « provisions réglementées » inclus dans les capitaux propres.

Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

2.2.4. Dettes :

— **Dettes envers les établissements de crédit** : Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées selon leur durée initiale et la nature de ces dettes. Les intérêts courus sur ces dettes sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— **Dettes représentées par un titre** : Les dettes représentées par un titre sont ventilées par type de support. Elles concernent des titres de créances négociables.

Les frais d'émission sont constatés en charge à l'émission des opérations.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— **Dettes subordonnées** : Le poste concerne le fonds mutuel de garantie (note 4.6).

2.2.5. Opérations de couverture. — Les instruments financiers à terme correspondent à des instruments de taux d'intérêt à terme.

Dans tous les cas, Socram Banque intervient sur les marchés d'instruments financiers à terme dans une optique de couverture de sa marge financière.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture et affectés dès l'origine à un élément, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers de couverture et de gestion du risque global de taux sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

Les soultes payées lors de la résiliation d'un contrat sont comptabilisées en charges.

La valeur de marché des instruments financiers à terme, mentionnée en annexe (note 7.1), résulte d'un calcul établi à partir de paramètres de valorisation de marché. Les valorisations sont déterminées en interne, elles sont cependant comparées avec les éléments de valorisation obtenus auprès des contreparties.

3. – Notes sur le bilan actif.

3.1. Caisse, Banque Centrale, CCP. — Ce poste regroupe notamment les comptes de réserves obligatoires à la Banque de France.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Caisse	0,0	0,0
Encaisse DAB		
Banque postale		
Banque de France	99 097	140 610
Total	99 097	140 610

Durée résiduelle (En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Caisse	0,0					0,0	0,1
Encaisse DAB							
Banque postale							
Banque de France	99 097					99 097	140 610
Total	99 097					99 097	140 610

3.2. Créances sur les établissements de crédit. — Ce poste regroupe les disponibilités bancaires, des comptes ordinaires à vue.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes bancaires à vue	13 508	15 040
Compte à terme		
Valeurs non imputées		
Total	13 508	15 040

Durée résiduelle (En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Comptes et prêts	13 508					13 508	15 040
Total	13 508					13 508	15 040

3.3. Opérations avec la clientèle. — Le montant des concours à la clientèle représente la totalité des crédits en cours, à l'exception des créances titrisées, ainsi que les comptes débiteurs pour les activités Compte à vue et Epargne. Ce poste comprend également les encours douteux, nets de provisions.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Comptes ordinaires débiteurs	2 521					2 521	4 099
Crédits de trésorerie	64 136	61 562	112 460	504 897	96 059	839 115	1 332 728
<i>Dont Crédit clientèle financière</i>				8 320		8 320	10 880
Encours douteux (nets de provisions)	22 338					22 338	18 047
Créances rattachées	2 298					2 298	3 096
Total	91 293	61 562	112 460	504 897	96 059	866 272	1 357 971

— Créances douteuses activité crédit :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Encours sains hors créances rattachées	838 643	1 331 517
<i>Dont créances restructurées inscrites en encours sains</i>	1 331	187
Encours douteux hors créances rattachées	57 162	50 231
<i>Dont encours douteux compromis hors créances rattachées</i>	40 281	35 471
Provisions pour dépréciation des créances y.c. Provisions pour actualisation et décote Neiertz	35 168	32 555
<i>Dont provision pour dépréciation des douteux compromis</i>	26 377	23 677
Taux de couverture	61,52%	64,81%
Encours global activité crédit	895 805	1 381 748
Taux d'encours douteux	6,38%	3,64%
Taux de provisionnement global (Provisions/Encours global)	3,93%	2,36%

— Créances douteuses activité compte à vue :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Encours sains hors créances rattachées	2 992	5 311
Encours douteux hors créances rattachées	1 611	1 751
<i>Dont encours douteux compromis hors créances rattachées</i>		
Provision pour dépréciation des créances	1 293	1 404
Taux de couverture	80,28%	80,18%
Encours global débiteur CAV/Epargne	3 353	5 798

3.4. Obligations et autres titres à revenu fixe. — Ce poste comprend les titres mezzanines et subordonnés émis par le Fonds commun de titrisation.

(En milliers d'Euros)	2024	2 23
OAT taux fixe		
FCT obligations mezzanines et subordonnées	46 800	
Titres à taux fixe	12 000	
Créances rattachées		
Total	46 800	

3.5. Actions et autres titres à revenu variable. — Ce poste comprend notamment les SICAV. Une partie de ces titres sont éligibles dans les actifs liquides de haute qualité de niveau 1, pour le calcul du LCR.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
SICAV éligibles au LCR		
SICAV monétaires		
Total		

3.6. Tableau des participations et parts dans les entreprises liées (en K€) :

	% De détention	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Chiffre d'affaire hors taxes	Résultat de l'exercice
SCI 2 rue du 24 février	99,99%	799	3 885	799	799		612	458
SCI du Vieux Colombier	99,99%	459	404	459	459		56	39
Eurl SOCRAM immobilisations	99,99%	10	242	10	10	1 024	519	20
SCI 24/24	100%	1	-3 052	1	1	9 250	439	71
VIA Finance	100%	8	8	40	40			

Socram banque est engagée vis-à-vis de la Société Générale, à parfaire la trésorerie de la SCI 24/24, jusqu'au remboursement intégral par cette dernière du prêt consenti pour l'acquisition de l'immeuble situé 24 rue du 24 février à Niort. Aucune des filiales n'a procédé à la distribution de dividendes au cours de l'exercice.

3.7. Crédit-bail et location avec option d'achat :

(En milliers d'Euros)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture	Amortissement et Provision	Montant net
Immobilisations en crédit-bail	20	185		205	-21	184
Total général	20	185		205	-21	184

Les actifs donnés en location avec option d'achat sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats.

3.83. Valeurs immobilisées :

— Modalités d'amortissement :

	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels et licences	Linéaire	4 à 7 ans
Agencements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans

— Mouvements de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture	Amortissement et Provision	Montant net
Immobilisations incorporelles en cours	155	365		520		520
Certificat						
Logiciels	23 406	408		23 814	22 090	1 723
Immobilisations incorporelles	23 561	773		24 334	22 090	2 244
Agencements		4		4		4
Immobilisations corporelles		4		4		4
Autres participations	1 309			1 309		1 309
Autres immobilisations financières	10 044	271		10 316		10 316
Participations	11 353	271		11 625		11 625
Total général	34 914	1 048		35 962	22 090	13 872

3.9. Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Fonds de réserve FCT et collatéral SWAP	5 355	873
Divers	5 583	6 004
Total	10 938	6 877

3.10. Autres comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Remises à l'encaissement et autres instances	299	551
Charges ou produits constatés d'avance	2 360	1 005
Créances rattachées sur titres		1 057
Produits à recevoir sur IFT	318	4
Autres produits à recevoir	8 934	9 761
Créances fct Titrisocram	16 950	
Total	28 861	12 379

4. – Notes sur le bilan passif.

4.1. Dettes envers les établissements de crédit. — Ce poste représente les encours de refinancement obtenus d'établissements de crédit. En durée restante, la ventilation est la suivante :

(En milliers d'Euros)	< 3mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Comptes et emprunts	2 052	30 000				32 052	63 174
<i>Dont à vue</i>	1 884					1 884	2 742
<i>Dont à terme</i>	87	30 000				30 087	60 211
<i>Dont chèques de banque</i>	81					81	222
Total	2 052	30 000				32 052	63 174

4.2. Opérations avec la clientèle. — Cette rubrique augmente avec le développement des activités Compte à vue et Epargne, elle regroupe les éléments suivants :

(En milliers d'euros)	2024	2023
Comptes à vue	193 367	324 561
Comptes d'épargne	441 768	513 391
<i>Dont CEL</i>	1 315	1 560
<i>Dont PEL</i>	7 654	10 924
<i>Dont autres épargnes réglementées</i>	257 235	339 236
<i>Dont centralisation CDC</i>	-178 061	-231 982
Dettes rattachées	32	60
Comptes d'instance	864	146
Total	636 031	838 157

4.3. Dettes représentées par un titre. — Ce poste regroupe essentiellement les opérations de refinancement de Socram Banque (titres négociables à terme et emprunts obligataires). En durée résiduelle, la ventilation des dettes représentées par un titre est la suivante :

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Titres donnés en pension livrée							50 000
Titres négociables à termes	38 000	30 000	30 000	15 000		113 000	288 000
Emprunts obligataires							
<i>Taux fixe</i>							
<i>Taux variable</i>							
<i>Taux révisable</i>							
Dettes rattachées aux opérations sur titres	1 498					1 498	3 963
<i>Intérêts courus sur titres négociables</i>							
<i>Intérêts courus sur emprunts obligataires</i>							
Total	39 498	30 000	30 000	15 000		114 498	341 963

4.4. Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dépôt de garantie versé	39	174
Etat impôts	1 446	910
Personnel, organismes sociaux	3 265	3 870
Fournisseurs	1 187	885
Divers	3 341	4 227
Dettes FCT Titrisocram	18 206	
Total	27 484	10 068

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Remises à l'encaissement et autres instances	2 943	1 311
Charges à payer sur IFT	500	3
Comptes du règlement relatif aux opérations sur titres		
Autres charges à payer	6 536	8 170
Total	9 978	9 483

4.5. Provisions pour risques et charges. — Les mouvements en suspens liés à l'activité Compte à vue avec plus de trois mois d'ancienneté font l'objet d'un provisionnement.

Les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision pour risque et charges inscrite en passif du bilan. Une provision pour litiges a été constituée pour couvrir le risque sur des procédures en cours.

(En milliers d'euros)	2024	2023
Comptes suspens Banque		
Provisions liées aux PEL	299	432
Provisions litiges	323	687
Total	622	1 118

4.6. Dettes subordonnées. — Ce poste recouvre l'ensemble des souscriptions des emprunteurs au Fonds Mutuel de Garantie, constitué entre tous les emprunteurs de Socram Banque. Son fonctionnement et son contrôle sont décrits dans le règlement intérieur du Fonds Mutuel de Garantie des emprunteurs de Socram Banque.

La souscription au fonds de garantie demeure fixée à 2 % du crédit consenti. Elle alimente le « Fonds A ». Avec l'entrée en vigueur du CRD IV, ce dernier n'est plus éligible dans le calcul des fonds propres réglementaires. Le fonds de garantie A ainsi que les produits financiers issus de son placement, qui alimentent le « Fonds B », sont destinés à couvrir le risque d'irrecouvrable des créances des sociétaires défaillants.

— Evolution du fonds mutuel de garantie sur l'exercice en K€ :

	Solde au 31/12/2023	Souscriptions	Remboursements	Capitalisation des produits	Utilisation par Socram	Utilisation	Rentrées sur créances	Solde au 31/12/2024
Fonds A	43 337	11 160	-10 459		-1 751			42 287
Fonds B	10 346			43		-8 380	1 671	3 680
Réservation fonds B	-6 436					3 124		-3 312
Total	47 248	11 160	-10 459	43	-1 751	-5 256	1 671	42 655

Le fonds B fait l'objet d'une gestion par génération annuelle de prêts. A titre prudentiel et comme l'exercice précédent, la réservation du fonds B est limitée à 90 % sur les recouvrements perçus sur des créances passées en pertes et les intérêts générés par le financement de l'activité de crédit de l'établissement.

4.7. Capitaux propres hors FRBG

— Tableau de variation des capitaux propres :

	Capital	Primes	Réserves	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total capitaux
Situation au 31/12/2022	70 000	16 316	138 000		4 995	2 282	231 593
Variation de l'exercice							
Distributions effectuées						1 400	1 400
Affectation du résultat de l'exercice précédent					882	882	
Résultat de l'exercice						1 846	1 846
Situation au 31/12/2023	70 000	16 316	138 000		5 877	1 846	232 039
Variation de l'exercice							
Distributions effectuées							
Affectation du résultat de l'exercice précédent							
Résultat de l'exercice							
Situation au 31/12/2024	70 000	16 316	138 000		6 148	2 253	228 212

Le capital est composé de 3 500 000 actions d'un montant nominal de 20 Euros.

Les primes d'émission proviennent de l'augmentation de capital effectuée en 1995 pour 1 761 K€ et des augmentations de capital effectuées en 1999 pour 14 555 K€.

Les réserves comprennent :

(En milliers d'Euros)	2024
Réserve légale	7 000
Réserves facultatives	131 000
Total	138 000

Les provisions réglementées concernent les amortissements dérogatoires, les variations correspondent aux dotations ou reprises nettes de l'exercice.

4.8. Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
FRBG		2 700
Total		2 700

Socram Banque a décidé en 2021 d'effectuer une dotation au fonds pour risques bancaires généraux pour permettre de couvrir d'une part les risques de crédit non avérés dans un contexte économique incertain et d'autre part les impacts attendus sur la transformation de la banque suite à la décision de rentrer dans une phase plus dynamique de la gestion extinctive des comptes à vue à partir de 2022.

Une reprise de 2 700 K€ a été passée en 2024 afin de couvrir des charges liées à ces deux motifs.

5. – Hors bilan.**5.1. Engagements de financement donnés :**

— Crédit acquisition véhicules : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits acquisition véhicules" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 11 342 K€.

— Crédit travaux : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits travaux" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 1 805 K€.

— Découverts autorisés non utilisés : Le montant des découverts autorisés et non utilisés, dans le cadre de l'activité Comptes à vue, s'élève à 5 977 K€.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Crédit acquisition véhicules	11 342	14 382
Crédit travaux	1 805	3 463
Découverts autorisés non utilisés	5 977	13 551

5.2. Engagement de garantie reçu. — Un nouvel engagement de soutien des actionnaires en cas de crise de liquidité a pris effet au 1^{er} avril 2022. Le montant global s'élève à 150 000 K€, il se répartit conformément à la répartition du capital social.

6. – Compte de résultat.

Un compte de résultat est établi par activité (d'une part Crédit consommation et d'autre part CAV/Epargne), les charges directes sont affectées par activité, les charges indirectes sont ventilées en utilisant des clés de répartition.

6.1. Charges.

— Intérêts et charges assimilées : Ce poste comprend toutes les sommes versées aux organismes bancaires au titre des opérations de trésorerie, des opérations interbancaires, des opérations sur titres, ainsi que les charges sur instruments de taux et de recouvrement.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges sur opérations de trésorerie	29 634	12 844
Charges sur opérations à la clientèle	18 905	17 915
Charges sur opérations sur titres	8 288	8 942
Charges sur prestations de services financiers	2 287	3 065
Autres charges d'exploitation bancaire	-971	768
Total	58 143	43 535

— Commissions constatées en charges :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions de placement	125	129
Commissions sur opérations de hors bilan	602	600
Commissions sur prestations de services financiers	177	254
Commissions sur opérations sur titres	11	73
Total	914	1 056

— Charges générales d'exploitation :
Ce poste comprend :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges externes	21 136	21 570
Impôts et taxes	244	220
Charges de personnel	16 797	15 507
Total	38 177	37 298

— Dotations aux amortissements :
Elles correspondent à la dépréciation économique des immobilisations. Elles s'élèvent à 237 K€ sur l'exercice 2024.

— Coût du risque activité Crédit :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations nettes aux provisions	2 612	364
Passages en pertes	3 968	4 994
Rentrées sur créances amorties	-1 685	-1 937
Garantie des pertes Mutuelles	-30	-6
Coût du risque avant Fonds de garantie B	4 865	3 415
Recours à exercer sur Fonds B	3 124	453
Pertes imputées sur fonds B	-5 185	-3 171
Rentrées sur créances transférées sur Fonds B	1 671	1 909
Total	4 475	2 606

— Coût du risque activité Comptes à vue /Epargne :

(En milliers d'euros)	2024	2023
Dotations nettes aux provisions	-111	-163
Passages en pertes	557	694
Rentrées sur créances amorties	-26	-15
Coût du risque	420	516

— Charges exceptionnelles :
Elles concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Provisions Risques et Charges		
Extourne Provision exercice précédent		
Charges liées activité CAV / Epargne	254	173
Pertes fraudes CB	144	75
Charges liées activité Crédit	43	94
Total	441	342

— Dotation FRBG :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations nettes aux provisions		
Total		

— Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	Résultat	Impôts sur les sociétés
Résultat d'exploitation	-4 799	
Gains/pertes sur actifs immobilisés		
Résultat exceptionnel	2 546	
Résultat avant IS	-2 253	

— Dotations aux provisions réglementées :
Elles correspondent principalement aux amortissements dérogatoires sur les immobilisations incorporelles.

6.2. Produits :

— Intérêts et produits assimilés :
Ils se décomposent principalement en :

(En milliers d'euros)	2024	2023
Produits sur opérations de trésorerie	40 620	22 999
Produits sur opérations à la clientèle	43 976	50 836
Produits de placements	152	7
Intérêts de la part résiduelle	3 010	
Produits sur prestations de services financiers	345	580
Rentrées sur créances détitrisées	738	804
Total	88 842	75 226

— Commissions produits :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'euros)	2024	2023
Commissions sur opérations interbancaires		
Commissions sur opérations à la clientèle	6 091	8 993
Commissions sur prestations de services financiers	10	
Total	6 100	8 993

— Autres produits d'exploitation bancaire :
Ils concernent :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions d'apport assurance en couverture de prêt	2 588	2 492
Total	2 588	2 492

— Reprise FRBG :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Reprises nettes aux provisions	2 700	300
Total	2 700	300

Socram Banque a décidé en 2021 d'effectuer une dotation au fonds pour risques bancaires généraux pour permettre de couvrir d'une part les risques de crédit non avérés dans un contexte économique incertain et d'autre part les impacts attendus sur la transformation de la banque suite à la décision de rentrer dans une phase plus dynamique de la gestion extinctive des comptes à vue à partir de 2022.

Une reprise de 300 K€ a été passée en 2023 et une de 2 700 K€ en 2024 afin de couvrir des charges liées à ces deux motifs.

— Produits exceptionnels
Ils concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions sur opérations interbancaires	18	26
Commissions sur opérations à la clientèle	270	244
Commissions sur prestations de services financiers		
Total	287	270

7. – Informations complémentaires.

7.1. Engagements sur instruments financiers à terme. — Les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt, destinées à réduire l'exposition globale de l'établissement au risque de taux n'ont pas à figurer dans les postes de hors bil an.

A titre d'information, les contrats non dénoués, sont regroupés en deux catégories :

- Les swaps payeurs taux fixe, destinés à couvrir des opérations spécifiques (Titres de placement et opération de crédit).
- Les swaps payeurs taux variable destinés à couvrir le risque attaché aux swaps des opérations de titrisation.

Positions conditionnelles (En MILLIERS D'EUROS)	Moins d'un an	Plus d'un ans	Total
SWAPS liés aux titrisations	135 955	304 045	440 000
Autres SWAPS payeurs taux fixe		20 960	20 960
Total	135 955	325 005	460 960

Compte tenu de la baisse des taux courts depuis leur conclusion, la valorisation des SWAP en valeur de marché à la clôture de l'exercice fait ressortir une moins-value latente de 413 K€.

7.2. Créances garanties par des sûretés réelles. — A titre de garantie, Socram Banque procède sur certains contrats de crédit :
À la prise de gage sur certains véhicules automobiles,
Au nantissement de licences de taxis.

7.3. Contrat d'assurance sur le risque Crédit attaché aux licences taxis. — Le risque d'insolvabilité des dossiers de financement des licences de taxi, octroyés depuis le 1er mai 2008, est garanti par un contrat d'assurance-crédit sur la totalité de leurs encours. Ce risque portant sur les 8 premières années et les 2 dernières années de ces financements est garanti selon des procédures prévues dans ledit contrat.

7.4. Indemnités de départ à la retraite. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite hors charges patronales s'élèvent à la clôture de l'exercice à la somme de 941 K€.
Cet engagement est couvert par un contrat d'assurance souscrit auprès de Mutavie.

7.5. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice. — Le total des jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administrations s'élève à 66 K€.

L'ensemble des rémunérations versées aux personnes visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier s'élève à 903 626 €.

7.6. Effectifs moyens par catégorie :

	2024	2023
Cadre	88	83
Non cadre	126	135

7.7. Transactions avec les parties liées. — Au cours de l'exercice, il n'a pas été mis en place de transactions significatives avec des parties liées, qui ne seraient pas conclues à des conditions normales de marché.

7.8. Evènements postérieurs à la clôture. — A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration, il n'existe pas d'évènement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes annuels.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale
SOCRAM Banque
2 rue du 24 Février
79092 Niort cedex

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCRAM Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l’audit : Dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle portant sur les crédits à la consommation :

Risque identifié	Notre approche d’audit
<p>Tel qu’indiqué dans la note « 2.2.1 Principes d’évaluation et de présentation des opérations avec la clientèle » de l’annexe aux comptes annuels, SOCRAM Banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l’incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l’objet de dépréciations dont le montant est évalué à l’aide d’un modèle statistique qui, à partir des données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs recouvrables estimés de ces créances.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l’audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction pour la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues sur les encours.</p> <p>Les expositions aux risques de crédit envers la clientèle s’élèvent à 896 M€ au 31 décembre 2024, représentent près de 82% du total bilan de SOCRAM Banque au 31 décembre 2024.</p> <p><i>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s’élève à 35 M€.</i></p> <p><i>Le coût du risque sur l’exercice 2024 s’élève à 4,5 M€ (contre 2,6 M€ sur l’exercice 2023).</i></p> <p><i>Des éléments sur les expositions et le coût du risque sont détaillés dans les notes 3.3 et 6.1 de l’annexe aux comptes annuels.</i></p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations sur les créances douteuses sur la clientèle.</p> <p>Nous avons, notamment :</p> <p>pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de recensement des expositions et de calcul des dépréciations des différents encours de crédit ;</p> <p>apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés par la direction pour le calcul des dépréciations au 31 décembre 2024 ;</p> <p>procédé à des recalculs indépendants de certains taux de provisionnement avec l’aide de nos spécialistes.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOCRAM Banque par votre assemblée générale du 13 mai 2004 pour le cabinet Groupe Y Audit et du 5 mai 2010 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Groupe Y Audit était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**Objectif et démarche d'audit :**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Bordeaux et Niort, le 18 avril 2025,
Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :

Gaël COLABELLA ;

Groupe Y Audit :

Pierre FROIDURE

B. — Comptes consolidés.**I. — Bilan.**
(En Euros.)

Actif	2024	2023
Opération interbancaires et assimilées	314 103 638,69	387 660 621,95
Opération avec la Clientèle	1 336 576 498,69	1 358 304 782,45
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	12 000 000,00	
Actions et autres titres à revenu variable	300,00	300,00
Placement des entreprises d'assurance		
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	10 000,00	
Immobilisations corporelles et incorporelles	13 209 252,80	11 483 079,69
Ecart d'acquisition		
Compte de négociation et de règlement		
Autres comptes de régularisation et actifs divers	18 015 953,08	19 311 279,56
Total de l'actif	1 693 915 643,26	1 776 760 063,65

Passif	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilés	32 078 385,76	63 514 471,97
Opérations avec la clientèle	814 016 948,94	1 070 064 949,77
Dettes représentées par un titre	554 676 996,78	341 962 945,19
Provision technique des entreprises d'assurance		
Compte de négociation et de règlement		
Autres comptes de régularisation et passif divers	17 827 825,77	16 296 051,97
Ecart d'acquisition		
Provisions	622 095,00	1 118 175,00
Dettes subordonnées	42 654 869,76	47 247 567,20
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		2 700 000,00
Intérêts minoritaires		
Capitaux propres hors FRBG	232 038 521,25	233 855 902,55
Capital souscrit	70 000 000,00	70 000 000,00
Primes d'émission	16 316 229,57	16 316 229,57
Réserves consolidées et autres	145 496 973,70	145 819 408,65
Résultat de l'exercice +/-	225 317,99	1 720 264,33
Total du passif	1 693 915 643,26	1 776 760 063,65

Hors-bilan	2024	2023
Engagements donnés	19 124 237,46	31 396 231,39
Engagements donnés de l'activité bancaire	5 976 926,53	13 551 183,34
Engagements de financement	13 147 310,93	17 845 048,05
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements donnés de l'activité d'assurance		
Engagements reçus	150 000 000,00	150 000 000,00
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	150 000 000,00	150 000 000,00
Engagements sur titres		
Engagements reçus de l'activité d'assurance		

II. — Comptes consolidés.

Postes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	102 021 428,54	74 277 655,78
Intérêts et charges assimilées	-70 537 389,02	-43 100 740,88
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
Produits sur opérations de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable		
Commissions (produits)	6 090 501,03	9 017 547,30
Commissions (charges)	-1 079 335,59	-1 055 944,27
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	2 592 918,04	2 491 747,03
Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	39 088 123,00	41 630 264,96
Charges générales d'exploitation	-36 694 068,04	-35 863 223,73
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 106 768,30	-1 005 088,27
Résultat brut d'exploitation	1 287 286,66	4 761 952,96
Coût du risque	-4 634 480,92	-2 073 947,71
Résultat d'exploitation	-3 347 194,26	2 688 005,25
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	-3 347 194,26	2 688 005,25
Résultat exceptionnel	213 801,74	-395 584,86
Impôt sur les bénéfices	658 710,51	-872 156,06
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	2 700 000,00	300 000,00
Résultat net	225 317,99	1 720 264,33

III. — Annexes aux comptes consolidés.**1. — Faits marquants de l'exercice.**

L'année 2024 reste marquée par un contexte économique et politique perturbé. Ces turbulences, incertitudes et situation de polycrises ont encore une fois mis à l'épreuve la résilience de Socram Banque qui a gardé son cap et avancé vers ses objectifs.

En 2024, les ménages français ont préféré reporter leurs recours au crédit à la consommation au profit de l'épargne. Pour autant, Socram Banque a continué à œuvrer activement, qu'il s'agisse d'améliorer, de compléter ses offres de produits, de mettre en marché la LOA ou encore de diversifier ses activités avec la signature de nouveaux partenariats. Qu'il s'agisse de sécuriser ses parcours de souscription avec de l'open banking notamment, ou de renforcer ses dispositifs de lutte contre la fraude, sujet d'importance pour la place en 2024.

L'année écoulée aura également été riche et constructive sur le plan social avec la modernisation des accords pour les rendre plus lisibles, attractifs et fidélisants.

Enfin, face aux enjeux écologiques et à l'urgence climatique, Socram Banque a intensifié ses efforts pour réduire son empreinte carbone. A ce titre, Socram Banque a initié des travaux qui visent à respecter les normes et obligations de la CSRD.

Par ailleurs, un projet d'implantation de panneaux solaires a été réalisé sur la période, lui permettant de réduire son empreinte carbone et d'atteindre son autosuffisance en termes de consommation électrique.

L'année 2024 s'est inscrite dans la continuité des travaux du plan stratégique dans lequel les réalisations ont porté sur la mise en place d'une gouvernance data, d'une définition des premiers cas d'usage de la donnée, d'une concession digitale permettant d'offrir des véhicules aux sociétaires, d'une sécurisation des outils de souscription via internet pour les nouveaux partenaires.

En parallèle, Socram banque a amorcé des travaux d'élaboration du futur schéma directeur du Système d'Information en lien avec le périmètre d'activité de l'entreprise qui se concentra en 2026 sur la gestion uniquement de l'épargne bancaire.

Par ces évolutions, Socram Banque conforte sa diversification dans le financement des projets des clients et, au final, une sensibilité un peu moindre au secteur de l'automobile. Ainsi, ses clients et partenaires sont particulièrement satisfaits de leur relation avec une perception de la qualité de ses services >90 % sur le crédit.

Une opération de refinancement structurée sur la base d'une nouvelle structure d'opération de titrisation a été réalisée au cours de l'exercice pour 440 M€. Des travaux ont également été initiés sur le renouvellement du protocole de soutien des actionnaires.

2. – Consolidation : Obligation et périmètre.

— **Obligation de consolidation** : Socram Banque a mis en place en 2009, une première opération de titrisation non déconsolidante, pour des montants significatifs, en créant le compartiment Titrisocram 2009-01. Ce compartiment a été dissout en juin 2011. Par conséquent, Socram Banque publie depuis cette date des comptes consolidés.

Une opération de titrisation, avec la création d'un nouveau Fonds Commun de Titrisation, a été réalisée en 2024 pour un montant global de 486 M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 440 M€ sur les marchés, les obligations subordonnées ont été conservées. Cette opération est rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement sera effectué en avril 2025.

— **Détermination du périmètre** : Le périmètre de consolidation comprend, en l'absence d'entités sous contrôle conjoint ou sous influence notable tels que définis :

- Les sociétés sous contrôle exclusif, sur lesquelles l'entreprise consolidante dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles ;
- Les entités ad hoc, au sens du règlement 2020-01 de l'ANC et du règlement 2004-04 du CRC, dès lors qu'elles sont contrôlées en substance ;

Les entités contrôlées qui ne présentent pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés peuvent être exclues du périmètre de consolidation. Cette situation est présumée lorsque le total de bilan ou le résultat d'une société n'a pas d'impact supérieur à 1 % sur l'ensemble consolidé.

Toutefois, une entité peut être incluse dans le périmètre de consolidation nonobstant ce seuil, lorsque son activité ou son développement escompté lui confère la qualité d'investissement stratégique.

— **Périmètre de consolidation et évolution** :

Entités consolidées	2024		2023	
	Méthode de consolidation	% de contrôle et d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle et d'intérêt
SOCRAM Banque	SM		SM	
FCT Titrisocram 2024	IG	100%	IG	0%
SOCRAM Immobilisations	IG	100%	IG	100%
SCI du 24 février	IG	100%	IG	100%
SCI 24/24	IG	100%	IG	100%
SCI du Vieux Colombier	IG	100%	IG	100%

SM : société mère IG : intégration globale

La société Via Finances, acquise en février 2022 et dont le siège social est situé au 2 rue du 24 février à Niort, est exclue du périmètre de consolidation du fait de la non-matérialité de l'entité dans les comptes consolidés du Groupe.

— **Méthode d'intégration globale** :

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidant les éléments des comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels ;
- Eliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entités consolidées par intégration globale ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidant et les intérêts minoritaires.

3. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.1. Règles générales. — Les comptes consolidés de Socram Banque sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

3.2. Changement de méthodes comptables. — Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. – Principes d'évaluation des postes du bilan.

4.1. Présentation des opérations avec la clientèle. — Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction font l'objet d'un étalement. Il est calculé par dossier, proportionnellement aux intérêts restant à percevoir, rapportés au total des intérêts du prêt sur sa durée de vie.

Les engagements par signature constituant le hors bilan comprennent les engagements irrévocables de financement n'ayant pas encore donné lieu à la mise à disposition des fonds ainsi que les découverts autorisés et non utilisés pour l'activité de comptes à vue.

— **Créances douteuses :** Les créances sur la clientèle, qui comprennent les crédits à la clientèle et les comptes ordinaires débiteurs, sont classées en créances douteuses dès lors qu'elles présentent un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total, font l'objet d'une procédure contentieuse et, en tout état de cause, lorsqu'une ou plusieurs échéances de plus de trois mois demeurent impayées. Socram Banque a adapté sa politique de déclassement en 2022 pour se conformer à la nouvelle réglementation européenne applicable depuis le 1^{er} janvier 2021.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours du débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées, en l'absence de déchéance du terme, en encours sains lorsque le paiement des échéances contractuelles d'origine a repris depuis 36 mois.

Lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, les créances douteuses concernées sont identifiées comme en cours douteux compromis. Ce classement intervient nécessairement à la déchéance du terme, et en tout état de cause un an après le passage en encours douteux.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en autres produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en en cours douteux compromis. Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées lors de leur encaissement.

— **Dépréciation des créances douteuses :** Les créances douteuses font l'objet de dépréciations enregistrées en diminution de l'actif, destinées à couvrir la perte probable qui en résultera. Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, ces dépréciations correspondent, en valeur actualisée, à l'ensemble des pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les pertes provisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux provisionnels. Leur estimation fait l'objet d'une approche statistique pour les catégories d'encours visées par les dispositions de l'article 2231-4 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Une approche statistique différenciée est retenue dès lors que des segments de l'encours douteux présentent des caractéristiques de récupération non similaires.

Pour la généralité des créances douteuses, les flux provisionnels et leur étalement dans le temps sont déterminés sur la base d'une estimation du taux de passage en déchéance du terme des créances et d'une loi statistique de recouvrement après prononciation de la déchéance du terme. Ces flux sont actualisés au taux de rendement moyen des prêts sur 24 mois glissants.

Pour les créances restructurées dans le cadre de la législation afférente au surendettement, des lois statistiques spécifiques de récupération après passage en douteux sont appliquées.

Par exception, les encours dont les caractéristiques conduisent à écarter une approche statistique font l'objet d'une estimation individuelle des pertes latentes. Les flux provisionnels ne sont alors actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative.

Les dotations liées aux dépréciations des créances douteuses pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque.

Les reprises de dépréciation liées à l'impact du temps sur l'actualisation sont inscrites en diminution du coût du risque.

Les intérêts et frais refacturés comptabilisés sur les créances douteuses sont intégralement provisionnés.

4.2. Portefeuille de titres. — Sont considérés comme titres, à revenus fixe ou variable les titres du marché interbancaire, les bons du trésor et autres titres de créances négociables émis en France ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, valeurs mobilières émises en France ou à l'étranger, d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable sur le marché. Ils sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement selon les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession et la nature des gains obtenus.

A la clôture de l'exercice, le portefeuille de titres de la société comprend des titres de placement, des titres de transaction ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées. Socram Banque ne réalise pas d'activité spécialisée de gestion de portefeuille et de portefeuille de transaction.

— **Titres de placement** : Ces titres ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement acquis à titre onéreux sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Ceux acquis à titre gratuit, par voie d'échange ou reçus à titre d'apport en nature sont comptabilisés à leur valeur vénale. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

A la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

— **Titres de transaction** : Cette catégorie comprend le cas échéant des Sicav de trésorerie. Ils sont évalués sur la base du dernier cours connu à la clôture de l'exercice. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

— **Titres d'investissement** : La société ne détient pas de titres d'investissement.

4.3. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont évaluées conformément à la réglementation sur les actifs. Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les composants d'une immobilisation pour lesquels des durées d'utilisations différentes sont constatées, sont immobilisés de façon distincte.

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation attendues. Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

4.4. Dettes :

— **Dettes envers les établissements de crédit** : Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées selon leur durée initiale et la nature de ces dettes.

Les intérêts courus sur ces dettes sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— **Dettes représentées par un titre** : Les dettes représentées par un titre sont ventilées par type de support. Elles concernent des titres de créances négociables et des titres obligataires.

Les primes et frais d'émission sont amortis à l'émission des opérations.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— **Dettes subordonnées** : Le poste concerne le fonds mutuel de garantie (note sur le bilan se rapportant aux dettes subordonnées).

4.5. Opérations de couverture. — Les instruments financiers à terme correspondent à des instruments de taux d'intérêt à terme. Dans tous les cas, Socram Banque intervient sur les marchés d'instruments financiers à terme dans une optique de couverture de sa marge financière.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture et affectés dès l'origine à un élément, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers de couverture et de gestion du risque global de taux sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

La valeur de marché des instruments financiers à terme, mentionnée en annexe (note sur les informations complémentaires se rapportant aux engagements sur instruments financiers à terme), résulte d'un calcul établi à partir de paramètres de valorisation de marché. Les valorisations sont déterminées en interne, elles sont cependant comparées avec les éléments de valorisation obtenus auprès des contreparties.

5. – Notes sur le bilan actif.

5.1. Opérations interbancaires. — Ce poste regroupe principalement les comptes de réserves à la Banque de France, les encours centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'épargne, provenant de la collecte des livrets réglementés et les disponibilités bancaires.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Caisse	0					0	0
Compte encaisse DAB							
Banque de France et réserves obligatoires	99 097					99 097	140 610
Encours centralisés				178 061		178 061	231 982
Valeurs non imputés							
Comptes et prêts	36 946					36 946	15 069
Valeurs 36 946 r15 069 reçues en pension							
Valeur Brute	36 946					36 946	15 069
Dépréciation							
Valeur Nette	36 946					36 946	15 069
Total	136 043			178 061		314 104	387 661

Les encours centralisés se sont accrus en lien avec l'augmentation des encours de Livret A, Livret de Développement Durable et Solidaire et Livret d'Epargne Populaire souscrits par la clientèle.

5.2. Opérations avec la clientèle. — Le montant des concours à la clientèle représente la totalité des crédits en cours, ainsi que les comptes débiteurs pour les activités Compte à vue et Epargne. Il s'élève à 1 336 576 K€ y compris les encours douteux, nets de provisions.

— Ventilation des créances selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Comptes ordinaires débiteurs	2 521					2 521	4 099
Crédits de trésorerie	531 800	61 597	112 524	505 179	96 113	1 307 214	1 332 695
Dont clientèle financière				8 322		8 322	10 883
Encours douteux (nets de provision)	23 360					23 360	18 416
Créances rattachées	3 460					3 460	3 048
Valeurs non imputées opérations avec la clientèle	21					21	47
Total	561 162	61 597	112 524	505 179	96 113	1 336 576	1 358 305

— Créances douteuses activité crédit :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Encours sains hors créances rattachées	1 306 743	1 331 484
<i>Dont créances restructurées inscrites en encours sains</i>	1 331	187
Encours douteux hors créances rattachées	59 631	52 011
<i>Dont encours douteux compromis hors créances rattachées</i>	41 791	37 447
Provision pour dépréciation des créances y compris provisions pour actualisation et décote Neiertz	36 588	33 943
<i>Dont provision pour dépréciation des douteux compromis</i>	27 269	25 167
Taux de couverture	61,36%	65,26%
Encours global activité crédit	1 366 373	1 383 495
Taux d'encours douteux	4,36%	3,76%
Taux de provisionnement global (Provisions/Encours global)	2,68%	2,45%

— Créances douteuses activité banque :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Encours sains hors créances rattachées	2 992	5 311
Encours douteux hors créances rattachées	1 611	1 751
<i>Dont encours douteux compromis hors créances rattachées</i>	0	0
Provision pour dépréciation des créances	1 293	1 404
Taux de couverture	80,28%	80,18%
Encours global débiteur CAV/Epargne	3 353	6 926

5.3. Obligationset autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
OAT taux fixe		
FCT obligations mezzanines et subordonnées		
Titres à taux fixe	12 000	
Total	12 000	

5.4. Actions et autres titres à revenu variable. — Ce poste comprend notamment les SICAV. Une partie de ces titres sont éligibles dans les actifs liquides de haute qualité de niveau 1, pour le calcul du LCR.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
SICAV éligibles au LCR		
SICAV monétaires		
Total		

5.5. Valeurs immobilisées :

— Modalités d'amortissement :

	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels et licences	Linéaire	4 à 7 ans
Agencements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Gros Œuvre	Linéaire	60 ans
Façade Etanchéité	Linéaire	30 ans
Equipements	Linéaire	20 ans
Techniques Aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans

— Mouvements de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture	Amortissements et Provisions	Montant net
Immobilisations incorporelles en cours	155	365	0	520	0	520
Certificat	0	0	0	0	0	0
Logiciels	27 614	626	0	28 240	-26 216	2 024
Immobilisations incorporelles	27 769	991	0	28 760	-26 216	2 544
Terrains	1 054			1 054	0	1 054
Construction	8 322	0	-0	8 322	-3 821	4 501
Agencements	9 202	1 436	0	10 638	-6 201	4 437
Matériel de transport	53	0	0	53	-53	0
Mobilier de bureau	4 502	426	0	4 927	-4 261	667
Immobilisations corporelles en cours	27	0	20	7	0	7
Immobilisations corporelles	23 160	1 862	20	25 002	-14 336	10 665
Total général	50 929	2 853	20	53 762	-40 553	13 209

5.6. Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dépôt de garantie	40	1 960
Divers	5 471	5 990
Impôts différés	840	
Total	6 351	7 950

5.7. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Remises à l'encaissement et autres instances	339	591
Charges ou produits constatés d'avance	2 364	1 005
Produits à recevoir sur IFT	318	4
Autres produits à recevoir	8 645	9 761
Total	11 665	11 362

6. – Notes sur le bilan passif.

6.1. Dettes envers les établissements de crédit. — Ce poste représente les encours de refinancement obtenus d'établissements de crédit. En durée restante, la ventilation est la suivante (en K€) :

(En milliers d'Euros)	< 3mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Comptes et emprunts	2 078	30 000				32 078	63 514
<i>Dont à vue</i>	1 966					1 966	2 964
<i>Dont à terme</i>	113	30 000				30 113	60 551
Valeurs données en pension							
A vue							
A terme							
Total	2 078	30 000				32 078	63 514

6.2. Opérations avec la clientèle. — Cette rubrique augmente avec le développement des activités Compte à vue et Epargne, elle regroupe les éléments suivants :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes à vue	193 367	324 561
Comptes d'épargne	619 829	745 373
<i>Dont CEL</i>	1 565	1 560
<i>Dont PEL</i>	7 654	10 924
<i>Dont autres épargnes réglementées</i>	257 236	339 236
Dettes rattachées	31	60
Comptes d'instance	789	71
Total	814 017	1 070 065

6.3. Dettes représentées par un titre. — Ce poste regroupe essentiellement les opérations de refinancement de Socram Banque (titres de créances négociables et émissions obligataires liées à la titrisation). En durée résiduelle, la ventilation des dettes représentées par un titre est la suivante :

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Titres donnés en pension livrée							50 000
Titres négociables à termes	38 000	30 000	30 000	15 000		113 000	288 000
Emprunts obligataires				440 000		440 000	
<i>Taux fixe</i>							
<i>Taux variable</i>							
<i>Taux révisable</i>							
Dettes rattachées aux opérations sur titres	1 677					1 677	3 963
<i>Intérêts courus sur titres négociables</i>	1 498					1 498	3 963
<i>Intérêts courus sur emprunts obligataires</i>	179					179	
Total	39 677	30 000	30 000	455 000		554 677	341 963

6.4. Autres passifs :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Personnel, organismes sociaux	4 547	3 507
Autres charges à payer	7 636	8 172
Prime d'émission obligatoire liée à la titrisation	4	
Autres comptes de régularisation	2 943	1 311
Divers	2 698	3 249
Impôts différés		57
Total	17 828	16 296

6.5. Provision pour risques et charges. — Les mouvements en suspens liés à l'activité Compte à vue avec plus de trois mois d'ancienneté font l'objet d'un provisionnement.

Les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision pour risque et charges inscrite en passif du bilan. Une provision pour litiges a été constituée pour couvrir le risque sur des procédures en cours.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes suspens Banque		
Provisions liées aux PEL	299	432
Provisions litiges	323	687
Total	622	1 118

6.6. Dettes subordonnées. — Ce poste recouvre l'ensemble des souscriptions des emprunteurs au fonds mutuel de garantie, constitué entre tous les emprunteurs de Socram Banque.

Son fonctionnement et son contrôle sont décrits dans le règlement intérieur du Fonds Mutuel de Garantie des emprunteurs de Socram Banque.

La souscription au fonds de garantie demeure fixée à 2 % du crédit consenti. Elle alimente le « Fonds A ». Avec l'entrée en vigueur du CRD IV, ce dernier n'est plus éligible dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Le fonds de garantie A ainsi que les produits financiers issus de son placement, qui alimentent le « Fonds B », sont destinés à couvrir le risque d'irrecouvrabilité des créances des sociétaires défallants.

6.7. Evolution du fonds de garantie sur l'exercice :

	Solde au 31/12/2023	Souscriptions	Remboursements	Capitalisation des produits	Utilisation par Socram	Utilisation	Rentrées sur créances	Solde au 31/12/2024
Fonds A	43 337	11 160	-10 459		-1 751			42 287
Fonds B	10 346			43		-8 380	1 671	3 680
Réservation fonds b	-6 436					3 124		-3 312
Total	47 248	11 160	-10 459	43	-1 751	-5 256	1 671	42 655

Le fonds B fait l'objet d'une gestion par génération annuelle de prêts. A titre prudentiel et comme l'exercice précédent, la réserve du fonds B est limitée à 90 % sur les recouvrements perçus sur des créances passées en pertes et les intérêts générés par le financement de l'activité de crédit de l'établissement.

6.8. Capitaux propres hors FRBG :

— Tableau de variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat net part de groupe	Capitaux propres consolidés part groupe	Minoritaire	Capitaux propres consolidés part groupe
Situation au 31/12/2022	70 000	16 316	144 846	2 710	233 872	0	233 872
Variation du capital					0		0
Distributions effectuées			-1 400		-1 400		-1 400
Autres variations			-337		-337		-337
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 710	-2 710	0		0
Résultat de l'exercice				1 720	1 720		1 720
Situation au 31/12/2023	70 000	16 316	145 819	1 720	233 856	0	233 856
Variation du capital					0		0
Distributions effectuées			-1 575		-1 575		-1 575
Autres variations			-467		-467		-467
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 720	-1 720	-0		-0
Résultat de l'exercice				225	225		225
Situation au 31/12/2024	70 000	16 316	145 497	225	232 039	0	232 039

Le capital est composé de 3 500 000 actions d'un montant nominal de 20 Euros. Les primes d'émission proviennent de l'augmentation de capital effectuée en 1995 pour 1 761 K€ et des augmentations de capital effectuées en 1999 pour 14 555 K€.

6.9. Fonds pour Risques Bancaires Généraux :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
FRBG		2 700
Total		2 700

Socram Banque a décidé d'effectuer en 2021 une dotation au fonds pour risques bancaires généraux pour permettre de couvrir d'une part les risques de crédit non avérés dans un contexte économique incertain et d'autre part les impacts attendus sur la transformation de la banque suite à la décision de rentrer dans une phase plus dynamique de la gestion extinctive des comptes à vue à partir de 2022. Une reprise de 2 700 K€ a été passée en 2024 afin de couvrir des charges liées à ces deux motifs.

7. – Hors bilan.**7.1. Engagements de financement donnés :**

— Crédit acquisition véhicules : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits acquisition véhicules" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 11 342 K€.

— Crédit travaux : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits travaux" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 1 805 K€.

— Découverts autorisés non utilisés : Le montant des découverts autorisés et non utilisés, dans le cadre de l'activité Comptes à vue, s'élève à 5 977 K€.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Crédit acquisition véhicules	11 342	14 382
Crédit travaux	1 805	3 463
Découverts autorisés non utilisés	5 977	13 551

7.2. Engagement de garantie reçu. — Un nouvel engagement de soutien des actionnaires en cas de crise de liquidité a pris effet au 1^{er} avril 2022. Le montant global s'élève à 150 000 K€, il se répartit conformément à la répartition du capital social.

8. – Compte de résultat.

Un compte de résultat est établi par activité (Crédit consommation et Banque de détail), les charges directes sont affectées par activité, les charges indirectes sont ventilées en utilisant des clés de répartition.

8.1. Charges :

— Intérêts et charges assimilées : Ce poste comprend toutes les sommes versées aux organismes bancaires au titre des opérations de trésorerie, des opérations interbancaires, des opérations sur titres, ainsi que les charges sur instruments de taux et de recouvrement.

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges sur opérations de trésorerie	29 641	12 863
Charges sur opérations à la clientèle	18 905	17 472
Charges sur opérations sur titres	20 695	8 942
Charges sur prestations de services financiers	2 287	3 065
Autres charges d'exploitation bancaire	-990	759
Total	70 537	43 101

— Commissions constatées en charges :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions de placement	125	129
Commissions sur opérations de hors bilan	767	600
Commissions sur prestations de services financiers	177	254
Commissions sur opérations sur titres	11	73
Total	1 079	1 056

— Charges générales d'exploitation :
Ce poste comprend :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges externes	19 556	20 037
Impôts et taxes	341	319
Charges de personnel	16 797	15 507
Total	36 694	35 863

— Dotations aux comptes d'amortissement : Elles correspondent à la dépréciation économique des immobilisations. Elles s'élèvent à 1 107 K€ sur l'exercice 2024.

— Coût du risque activité crédit :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations nettes aux provisions	1 865	-386
Passages en pertes	4 048	5 013
Rentrées sur créances amorties	-1 279	-2 254
Garantie des pertes Mutuelles	-30	-6
Coût du risque avant Fonds de garantie B	4 604	2 368
Recours à exercer sur Fonds B	3 124	453
Pertes imputées sur fonds B	-5 185	-3 171
Rentrées sur créances transférées sur Fonds B	1 671	1 909
Total	4 214	1 558

— Coût du risque activité CAV/Epargne :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations nettes aux provisions	-111	-163
Passages en pertes	557	694
Rentrées sur créances amorties	-26	-15
Coût du risque	420	516

— Charges exceptionnelles :
Elles concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Provisions Risques et Charges		323
Divers	441	343
Total	441	666

— Impôts sur les résultats : Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Tous les passifs d'impôts différés sont pris en compte ; en revanche, les actifs d'impôts différés ne sont portés à l'actif du bilan que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice, lorsque ces textes ne prévoient pas d'évolution du taux ou des règles fiscales applicables.

— Preuve d'impôt (en K€) :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Résultat consolidé	225	1 720
Impôt comptabilisé	-659	872
Résultat consolidé avant impôt	-433	2 592
Taux d'impôt applicable	25,0%	25,0%
Impôt théorique	-108	648
Impact de la contribution socialesur l'abattement de 760 MILLIERS D'EUROS	46	28
Crédit d'impôt		
Total des différences temporaires		
Total des différences permanentes	-597	202
Impact des différentiels de taux		
Effet des autres éléments		-6
Total Impôt théorique	-659	872
Impôt comptabilisé	-659	872

— Impôt (IS) :

(En milliers d'Euros)	Résultat	Impôt sur les sociétés
Résultat d'exploitation	-3 347	659
Gains/pertes sur actifs immobilisés		
Résultat exceptionnel	2 914	
Résultat avant IS	-433	659

— Répartition impôt courant et différé :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Actifs d'impôts courants et différés	897	
Impôts courants		
Impôts différés	897	
Passifs d'impôts courants et différés	238	872
Impôts courants	238	
Impôts différés		872

8.2. Produits :

— Intérêts et produits assimilés :

Ils se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Produits sur opérations de trésorerie	40 753	22 879
Produits sur opérations à la clientèle	60 766	50 812
Produits de placements	157	7
Produits sur moyens de paiement	345	580
Total	102 021	74 278

— Commissions produits

Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions sur opérations interbancaires		
Commissions sur opérations à la clientèle	6 091	8 993
Commissions sur prestations de services financiers		25
Total	6 091	9 018

— Autres produits d'exploitation bancaire :
Ils concernent :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Commissions d'apport assurance en couverture de prêt	2 593	2 492
Total	2 593	2 492

— Produits exceptionnels :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Divers	655	270
Total	655	270

— Reprise FRBG :

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Reprise nettes aux provisions	2 700	300
Total	2 700	300

9. – Informations complémentaires.

9.1. Engagements sur instruments financiers à terme. — Les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt, destinées à réduire l'exposition globale de l'établissement au risque de taux n'ont pas à figurer dans les postes de hors bilan.

A titre d'information, les contrats non dénoués, sont regroupés en deux catégories :

- Les swaps payeurs taux fixe, destinés à couvrir les impasses futures à taux fixe par bande de maturité.
- Les swaps payeurs taux variable destinés à couvrir le risque attaché aux swaps des opérations de titrisation, ces derniers étant annulés dans la consolidation du FCT Titrisocram.

Positions conditionnelles (En milliers d'Euros)	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
SWAPS liés à la titrisation			
Autres SWAPS payeurs taux fixe		20 960	20 960
Total		20 960	20 960

Compte tenu de la baisse des taux courts depuis leur conclusion, la valorisation des SWAP en valeur de marché à la clôture de l'exercice fait ressortir une moins-value latente de 413 K€.

9.2. Créances garanties par des sûretés réelles. — A titre de garantie, Socram Banque procède sur certains contrats de crédit :

- à la prise de gage sur véhicules automobiles,
- au nantissement des licences de taxis.

9.3. Résultat par action. — En l'absence d'actions propres, d'options de souscription ou d'achat d'actions émises par le Groupe, le résultat par action est calculé en divisant le résultat par le nombre d'actions en circulation.

9.4. Honoraires commissaires aux comptes toutes taxes comprises

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes est le suivant :

	Groupe Y	PWC
Mission légale d'audit des comptes sociaux et consolidés	69 245	87 089
Missions spécifiques		9 185

9.5. Indemnités de départ à la retraite. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite hors charges patronales s'élèvent à la clôture de l'exercice à la somme de 941 K€.

Cet engagement est couvert par un contrat d'assurance souscrit auprès de Mutavie.

9.6. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice.

Le total des jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration s'élève à 66 K€.

L'ensemble des rémunérations versées aux personnes visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier s'élève à 903 626 €.

Répartition des effectifs	2024	2023
Cadre	88	83
Non cadre	126	135

Transactions avec les parties liées

Au cours de l'exercice, il n'a pas été mis en place de transactions significatives avec des parties liées, qui ne seraient pas conclues à des conditions normales de marché.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement matériel n'est intervenu entre la date d'arrêté des comptes et leur approbation par le conseil d'administration

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration, il n'existe aucun évènement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes annuels.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale,

SOCRAM Banque

2 rue du 24 Février
79092 Niort cedex

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SOCRAM Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Point clé de l’audit : Dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle portant sur les crédits à la consommation :

Risque identifié	Notre approche d’audit
<p>Tel qu’indiqué dans la note « 4.1 Présentation des opérations avec la clientèle » de l’annexe aux comptes consolidés, le Groupe SOCRAM Banque est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l’incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l’objet de dépréciations dont le montant est évalué à l’aide d’un modèle statistique qui, à partir des données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs recouvrables estimés de ces créances.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l’audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction pour la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues sur les encours.</p> <p><i>Les expositions aux risques de crédit envers la clientèle s’élèvent à 1 366 M€ au 31 décembre 2024, représentent près de 81% du total bilan consolidé de SOCRAM Banque au 31 décembre 2024.</i></p> <p><i>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits à la consommation s’élève à 37 M€ Le coût du risque au titre des activités de crédits à la consommation sur l’exercice 2024 s’élève à 4,2 M€ (contre 1,6 M€ sur l’exercice 2023).</i></p> <p><i>Des éléments sur les expositions et le coût du risque sont détaillés dans les notes 5.2 et 8.1 de l’annexe aux comptes consolidés.</i></p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations sur les créances douteuses sur la clientèle.</p> <p>Nous avons, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">– pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de recensement des expositions et de calcul des dépréciations des différents encours de crédit ;– apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés par la direction pour le calcul des dépréciations au 31 décembre 2024 ;– procédé à des recalculs indépendants de certains taux de provisionnement avec l’aide de nos spécialistes.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d’administration.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOCRAM Banque par votre assemblée générale du 13 mai 2004 pour le cabinet Groupe Y Audit et du 5 mai 2010 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Groupe Y Audit était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d’établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes consolidés ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d’audit de suivre le processus d’élaboration de l’information financière et de suivre l’efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l’audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l’élaboration et au traitement de l’information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupe.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Bordeaux et Niort, le 18 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :

Gaël COLABELLA

GROUPE Y AUDIT :

Pierre FROIDURE

C. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024)**

A l'assemblée générale de la société

SOCRAM Banque

2 rue du 24 Février
BP 8426
79092 Niort cedex

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE***Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé***

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE***Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé***

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Prêt d'un montant total de 12,8 millions d'euros avec Ofi Holding**– Personnes concernées :**

- Messieurs Pascal MICHARD, Rémi CERDAN, Stéphane MULLER, Tristan de LA FONCHAI, Vincent LOIZEIL, Vincent BOYER, Patrick JACQUOT et Madame Odile EZERZER.

– Nature et objet :

Dans sa délibération du 19 octobre 2022, votre société a autorisé un financement moyen terme de 12,8 M€ à OFI Holding permettant de payer la soulté à Ofivalmo Partenaires le 29 décembre 2022.

– Modalités :

Les modalités de ce prêt sont les suivantes :

- Montant : 12 747 510 €
- Durée : Jusqu'au 30 juin 2028
- Rémunération : Le taux d'intérêt général est égal à 3,8% par an auxquels s'ajoute 1% l'an en cas de retard.
- Remboursement : Le prêt s'amortira en 20 échéances en capital après un différé de remboursement qui débutera le 30 juin 2023, selon un échéancier joint.

En cas de remboursement anticipé effectué en tout ou partie à compter de la Date de Signature, un paiement est effectué à Socram Banque d'une commission de remboursement anticipé d'un montant égal à 0,5% de l'encours de Prêt remboursé par anticipation.

Convention de prise en charge par les mutuelles des pertes nettes lissées excédant 0,5 % de leurs encours moyens**– Personnes concernées :**

- Messieurs Pascal MICHARD, Christophe CASES, Vincent BOYER, Arnaud COURDESSES, Tristan DE LA FONCHAI, Patrick JACQUOT, Vincent LOIZEIL, Stéphane MULLER, Hélène N'DIAYE, Nicolas GOMART, Dominique MAHE et Madame Odile EZERZER.

– Nature et objet :

Depuis le 1er janvier 1999, chaque mutuelle distributrice des crédits SOCRAM prend à sa charge les risques générés par ses propres sociétaires, au-delà d'un seuil de mutualisation fixé à 0,5 % de leurs encours moyens respectifs.

– Modalités :

Le seuil de déclenchement ayant été atteint par AMDM, cette convention a trouvé à s'appliquer en 2024.

Le montant comptabilisé au titre de la prise en charge et relatif au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 30 410 €.

Avenant au mandat d'intermédiaire :

– Personnes concernées :

- Monsieur Pascal MICHARD et Madame Odile EZERZER.

– Nature et objet :

Dans sa délibération du 8 décembre 2016, votre société a autorisé la signature d'un avenant au mandat d'intermédiaire en opérations de banque et en service de paiement (IOBSP) entre MACIF, MACIFIN' et votre société.

Cet avenant prévoit une réduction du commissionnement de l'activité comptes à vue, acceptée par MACIF, agissante en qualité d'IOBSP jusqu'à atteindre l'équilibre.

– Modalités :

À compter du 1er janvier 2017, l'activité CAV-Epargne est intégrée à 100 % dans les comptes de SOCRAM Banque. La commission CAV versée à MACIF et à MACIFIN' est fixée à 1% du PNB, le taux habituellement convenu étant de 15%, jusqu'à l'atteinte de l'équilibre de l'activité CAV de MACIF et de l'activité Epargne de MACIF, MAIF et MATMUT.

Au titre de chaque exercice au cours duquel le résultat courant avant impôts sera positif, le taux de commission CAV pourra être porté jusqu'à 25%, de manière à atteindre le taux cible annuel de 15% au titre des exercices précédents au cours desquels le taux annuel a été inférieur à 15% du PNB.

Le total de la commission CAV supportée par votre société au titre de l'exercice 2024 s'élève à 65 691 €.

Protocole de soutien des actionnaires

– Personnes concernées :

- Messieurs Pascal MICHARD, Christophe CASES, Vincent BOYER, Arnaud COURDESSES, Tristan DE LA FONCHAIS, Patrick JACQUOT, Vincent LOIZEIL, Stéphane MULLER, Hélène N'DIAYE, Nicolas GOMART, Dominique MAHE et Madame Odile EZERZER.

– Nature et objet :

Dans sa délibération du 9 décembre 2021, votre société a autorisé la mise en place d'un protocole de soutien des actionnaires pour un montant maximum de 150 M€.

Ce protocole a pris effet à compter du 1er avril 2022 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 mars 2025.

– Modalités :

La rémunération du soutien est de 0,2% + 0,5% * taux de pondération réglementaire appliqué aux lignes de liquidité accordées à votre société pour l'exigence de couverture des besoins à court terme, sur la base d'une année de 365 jours définies par le règlement n°575/2013 du 26 juin 2013. Rémunération des instruments de dettes ou des avances de liquidités : taux variable indexé sur l'euribor 3 mois majoré :

- D'un spread de signature conforme aux règles moyennes du marché avant le début de la crise ;
- D'un second spread de liquidité de 1%.

La rémunération est calculée sur le nombre de jours exacts de la durée d'utilisation avec un diviseur de 360.

Le total de la charge financière supportée par votre société sur l'exercice 2024 au titre de cette convention s'établit à 601 644 €.

Fait à Bordeaux et Niort, le 18 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :

Gaël COLABELLA

GROUPE Y AUDIT :

Pierre FROIDURE

C. — Rapport de gestion 2024.

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux ainsi que le rapport de gestion sur les comptes consolidés sont tenus à disposition du public sur simple demande au siège social 2 rue du 24 février 79000 NIORT.